

Le Socialisme

Directeur : **JULES GUESDE**

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

Avis important

Le 3^e trimestre d'abonnement au SOCIALISME expire le 15 août courant.

Les abonnés qui n'auront pas adressé dans la huitaine le montant de leur renouvellement (soit 3 francs pour six mois et 6 francs pour un an — par mandat-poste) se verront présenter — sans autre avis — un recouvrement postal de 3 fr. 25 auquel ils voudront bien réserver bon accueil.

Adresser les mandats à l'Administrateur du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris-VI^e.

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures
15, Rue Visconti. — PARIS-VI^e

SOMMAIRE

La « C. G. T. Réclame » et... l'autre. — P.-M. ANDRÉ.
Rentrée dans l'Internationale. — Ch. BONNIER.
Le rôle des élus. — Charles VÉRECQUE.
L'Alcoolisme. — COMPÈRE MOREL.
Au Jour le Jour. — INTÉRIM.
Diplomatie et Socialisme. — Ch. RAPPOPORT.
La lutte de classe chez les paysans. — Victor MAGE.
Socialisme critique et Socialisme reconstructif. — Lucien DESLINIÈRES.
Mouvement international. — Ch. R.
A propos des Bûcherons et de la Loi sur les Accidents du travail. — Ch. DUMAS.
Légitime défense. — Ch. R.
L'Action sociale.
La Presse socialiste.

La « C. G. T. - Réclame » ... ET L'AUTRE

Le concert de bêtises qui s'est élevé dans les organes de la réaction clémenciste à propos des événements de Villeneuve-Saint-Georges et des incidents s'y rattachant, montre à nu la profonde ignorance des journalistes bourgeois en ce qui touche les problèmes sociaux et, particulièrement, l'organisation ouvrière, syndicale et socialiste.

Pour un reporter, ce qu'on appelle, dans les bureaux de rédaction, « le souci de l'information » n'est, en réalité, que l'art de déformer sensationnellement les faits et les idées. La camelote règne sur le marché de la Presse comme sur les marchés de l'industrie et du commerce. La marchandise *sabotée* a, d'ailleurs, les préférences du Grand Public, tant est avancée

la décomposition du régime capitaliste, la dissolution de tous ses organes.

Il y a quelques mois à peine, si l'on eût pris au sérieux les informateurs de la grande presse, le « chambardement » final de la Société allait commencer ; c'était la C. G. T. qui devait lancer ses millions de syndiqués révolutionnaires à la curée ; la « Civilisation » était menacée par de nouvelles hordes de barbares supérieurement organisés et entraînés aux pires excès. Le reporter, en prenant un bock, s'ingéniait ainsi à terroriser le bourgeois. Interview retentissant, clichés de première page, rien ne manquait aux « meneurs ». La réclame était parfaite. Et l'opinion publique, cette suiveuse, tremblait d'apprendre les entreprises criminelles de la C. G. T., fatidique entité moderne jetant l'épouvante sur son passage. Le Parti socialiste lui-même, réduit au rôle inférieur d'officine électorale, était, disait-on, « absorbé » par le Syndicalisme Révolutionnaire, condamné à périr comme un vulgaire parti bourgeois dans la tourmente sociale...

Voici qu'aujourd'hui, un chantage nouveau est organisé par la Grande Presse. La C. G. T. aurait été vaincue, écrasée, humiliée, dans la plaine de Villeneuve et dans les faubourgs de Paris. Décapitée de ses généraux, elle n'existerait plus...

« En fait, a-t-elle jamais existé ? se demande le reporter en prenant un nouveau bock. Où sont les millions de syndiqués ? Je vois bien venir les 60.000 mineurs ; les typos sont là, puisqu'il y a conflit entre eux, mais où sont les autres ?... »

Le reporter n'ayant pas les loisirs de Diogène, il demeure entendu désormais que la C. G. T., c'est un mythe. Sur cette information précise le rédacteur en chef écrit de profondes pensées et le bon bourgeois se rassure, heureux d'avoir été sauvé d'un danger qui n'existait pas.

Ce qui n'existait pas, en effet, c'était la C. G. T. de la première page des grands quotidiens, la C. G. T. sensationnelle que l'on fabriquait de toutes pièces dans un double but : exciter contre la classe ouvrière l'opinion publique et détourner de l'organisation syndicale la masse ouvrière.

Il est malheureusement trop vrai que ce double but a été atteint, et c'est ce qui constitue la double victoire de la Bourgeoisie.

Par contre, il y avait une C. G. T. vivante et agissante : celle qu'ignorait la presse d'informations. Il y avait, dans toutes les villes de France, des syndicats ouvriers, des Bourses du Travail, accomplissant en silence la tâche patiente qui sape sûrement la vieille bâtisse capitaliste et qui bâtit les fondations de la Cité future. Il y avait des Fédérations syndicales réunissant lentement, par l'obscur propagande de chaque jour, les adhésions ouvrières, les éduquant et les organisant.

Cette C. G. T. n'avait pas les honneurs de la publicité tapageuse, mais elle percevait des milliers de cotisations, secourait les chômeurs et les grévistes, discutait avec les patrons et luttait contre eux, arrachait chaque semaine quelque mieux-être pour le prolétariat, élaborait l'œuvre modeste et glorieuse qui prépare au Quatrième Etat les moyens de son émancipation totale.

Elle existait, la C. G. T. inconnue des amateurs d'émeutes et d'articles de charlatans. Elle n'est pas de celles qu'on tue. Son organisation, tendue comme un filet sur tout le territoire, n'est pas de celles qu'on détruit. La réaction clémenciste pourra rompre quelques mailles : le filet restera tendu.

Certes, elle n'a pas groupé toutes les forces auxquelles elle est en droit de prétendre. Son mode de recrutement a été, sur bien des points, défectueux ; sa constitution peut être révisée ; son action générale peut être modifiée ; mais, telle qu'elle se comporte, sur sa base essentielle qui est l'union des travailleurs de toutes les corporations, elle renferme des éléments autrement redoutables pour le privilège capitaliste que les pétards dont s'amuse les journalistes et dont s'effrayent les badauds.

P.-M. ANDRÉ.

RENTÉE DANS L'INTERNATIONALE

« Bien frivoles sont ceux qui, trompés par de passagères et irrésistibles erreurs de tactiques, par des échecs provisoires et d'inévitables tâtonnements, ne voient pas la grandeur générale de cette œuvre (de la C. G. T.) et n'en pressentent pas la fécondité ». C'est ainsi que s'expriment ceux qui n'ont jamais eu le courage d'indiquer la route au prolétariat syndiqué et se sont contentés de suivre de loin la C. G. T. en lui donnant une approbation dont elle ne se souciait guère.

« Les échecs provisoires et les inévitables tâtonnements » provenaient purement et simplement de la fausse tactique qui a abouti aux événements de Draveil. C'est parce que la majorité du socialisme unifié se réjouissait de se voir mettre à l'écart « systématiquement » par la C. G. T. qu'aujourd'hui elle n'a même pas le mérite de l'abstention. Si elle se contente de protester chaque fois que le gouvernement ordonne des répressions comme celles de Draveil, il faut avouer que bien des choses sont changées depuis Fourmies.

A ce moment, le Parti Socialiste et les Syndicats organisés marchaient côte à côte pour la conquête des huit heures : c'est au Parti Ouvrier et aux syndicats qui menaient la lutte avec lui, que l'on doit ce magnifique mouvement, où les représentants des groupes socialistes et les Syndicats allaient ensemble présenter leurs revendications devant les Pouvoirs publics. Aussi, le massacre de Fourmies amena-t-il la chute du ministre Constans et la superbe éclosion du mouvement socialiste qui

ne fit que grandir jusqu'à l'arrêt dû au confusionnisme de l'Affaire.

A ce moment, il n'était plus question d'anarchisme et le mouvement socialiste était véritablement unifié, car les deux groupements de la classe ouvrière, les Syndicats et les groupes politiques marchaient ensemble. C'est, — on ne saurait trop le répéter — l'alliance étroite avec les radicaux, résultat fatal de l'Affaire, qui a donné aux anarchistes leur crédit dans les Syndicats. Il est donc étrange de voir ceux qui furent la cause de cette scission nous reprocher aujourd'hui notre « frivolité ».

En effet, ce mouvement — arrêté par Waldeck-Rousseau — va reprendre aujourd'hui et simplement par le fait que la C. G. T. va s'organiser, et quelle a admis enfin les mineurs. Cette admission, dans quelque condition qu'elle se soit faite, est d'une importance capitale. En premier lieu, c'est la plus forte organisation syndicale qui entre dans la Confédération; et avec elle le souvenir des luttes gigantesques de 1891, 1893, 1900, 1902, 1906 où les représentants du socialisme n'étaient pas tenus à l'écart, mais allaient soutenir les grévistes. A Draveil, il en a été autrement, comme l'avoue l'auteur de l'article précité :

« Nous ne nous rendons jamais aux grèves que quand le prolétariat lui-même nous appelle, et la Confédération écarte systématiquement de ses mouvements les représentants politiques. »

Ce n'est pas aisément se résigner à rompre avec la tactique socialiste de Decazeville, de Carmaux, d'Anzin, de Lens, ces dates glorieuses de l'histoire du prolétariat. Et aujourd'hui l'on vient dire : « Qu'elle (la C. G. T.) ait, en cela, tort ou raison »; elle a eu tort certainement et la tradition socialiste française et internationale proteste contre ce doute.

C'est, en effet, une autre conséquence de l'entrée des mineurs dans la Confédération, qu'avec eux y entre l'Internationale, l'union entre les Syndicats des différents pays, qui n'existait plus depuis la fondation de la C. G. T. A côté des mineurs se trouvent les tisserands, les typographes, les tullistes, les mécaniciens, ces Syndicats, qui ont l'habitude des rapports internationaux et qui inculqueront aux autres groupes de la Confédération l'habitude de la discipline et de l'organisation.

On a accusé les vieux syndicats de modération; mais ce sont eux, après tout, qui ont soutenu les plus fortes luttes contre le patronat, grâce à leur discipline. La timidité ouvrière disparaît lorsqu'il s'agit de soutenir les intérêts du prolétariat. C'est pourquoi nous saluons l'entrée des mineurs à la Confédération comme un nouvel ordre des choses, un grand pas en avant dans la conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé. C. BONNIER.

Le Rôle des Élus

Depuis que l'on a tenté l'unification des forces socialistes françaises, des camarades découvrent l'Amérique chaque matin. Aussi chaque Congrès national se voit-il obligé de discuter des questions depuis longtemps connues ou traitées. Le Congrès de Toulouse ne sera pas exempt de discussions de ce genre. En même temps que d'autres questions aussi peu nouvelles, il sera amené à examiner le rôle des élus socialistes dans les Assemblées délibérantes.

Il y a lieu de s'étonner. Voilà bien des années que ce rôle a été défini, et s'il ne l'avait pas été, chaque socialiste l'aurait défini lui-même en pénétrant dans une Assemblée quelconque. Comment se fait-il donc que l'on demande au Congrès de Toulouse de se prononcer, de dire ce qu'il pense du rôle des élus socialistes? Je crois qu'il y a, chez quelques élus socialistes, le désir brûlant de faire le ménage avec la bourgeoisie et que ces quelques élus socialistes seraient satisfaits de se voir suivis par le Parti.

Depuis toujours, le rôle des élus socialistes a consisté à servir la classe ouvrière et à combattre la bourgeoisie. Si les élus socialistes ne devaient pas servir la classe ouvrière et s'ils ne devaient pas combattre la bourgeoisie, à quoi répondrait leur entrée dans les Assemblées

délibérantes? Le rôle des élus socialistes est différent de celui des élus bourgeois, et s'il ne devait pas l'être, il serait inutile de pratiquer le suffrage universel.

Le Congrès de Marseille de 1879, qui adopta la solution collectiviste du problème social et qui constitua les travailleurs en parti de classe, a tracé ainsi le rôle des élus socialistes :

« Le représentant ouvrier doit prendre part à toutes les manifestations dans lesquelles il pourra défendre les intérêts et les devoirs du prolétariat. Il devra réclamer les libertés nécessaires aux réformes que le parti des travailleurs a inscrites dans son programme et s'abstenir de toute compromission, quelle qu'elle soit, avec tous les partis politiques représentés aux divers corps élus du parti. »

Le Congrès international de Zurich, de 1893, a recommandé « aux ouvriers de tous les pays de conquérir leurs droits politiques et de s'en servir dans tous les corps législatifs et administratifs, pour réaliser les revendications du prolétariat ». Le Congrès ajoutait : « En aucun cas, l'action politique ne peut servir de prétexte à des compromissions ou à des alliances qui porteraient atteinte aux principes ou à l'indépendance des partis socialistes. »

Quant au Congrès international d'Amsterdam, de 1904, le dernier paragraphe de la plus importante résolution est à méditer et à mettre en pratique par les représentants des travailleurs : « Le Congrès compte que les représentants du Parti dans les Parlements se serviront de leur puissance accrue, tant par leur nombre augmenté que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui les suivent, pour persévérer dans leur propagande sur le but final du Socialisme et, conformément à notre programme, pour défendre de la façon la plus résolue les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés politiques, pour revendiquer l'égalité des droits pour tous, pour continuer avec plus d'énergie que jamais la lutte contre le militarisme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation, et, finalement s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et à rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice. »

Que dit, de son côté, la Déclaration commune des organisations socialistes adoptée en janvier 1905?

« Les élus du Parti au Parlement forment un groupe unique, en face de toutes les fractions politiques bourgeoises. Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir; refuser en conséquence les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et l'ensemble du budget.

« Même en cas de circonstances exceptionnelles, les élus ne peuvent engager le Parti sans son assentiment.

« Au Parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés politiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de la vie et de la lutte de la classe ouvrière. »

Ainsi donc, aux élus qui ne le savaient pas, les Congrès ont indiqué leur rôle. Ce que les socialistes ont à faire en entrant dans les Assemblées électives, c'est de former leur propre groupe, en opposition avec les autres groupes politiques bourgeois. Ils entrent en ennemis dans la place et ils doivent y rester. Ils doivent être toujours en position de combat vis-à-vis de leurs adversaires. Nul besoin de s'entendre avec eux, de rédiger et de présenter ensemble des projets ou des ordres du jour. Que les socialistes, dans toutes les discussions, opposent leur conception à la conception bourgeoise, et qu'ils arrachent tout ce qui peut faciliter le développement de la classe ouvrière et améliorer ses conditions de vie et de lutte.

Ce n'est pas en leur tendant la main que les élus bourgeois accorderont quelque chose à la classe ouvrière : c'est en leur montrant le poing et en leur parlant sévèrement.

Ce rôle devra être rappelé, à Toulouse, à ceux qui oublient, comme à ceux qui ignorent.

Charles VÉRECQUE.

L'ALCOOLISME

Dernièrement, l'organe de la Société de préservation contre la tuberculose, publiait un travail très intéressant sur l'alcool et ses ruines.

A côté du lamentable tableau des effets de l'alcoolisme, brossé de main de maître, c'était un long et poignant défilé de chiffres et de statistiques venant à tour de rôle dénoncer le péril du nouveau fléau.

Ici, l'on constatait que la mort fauchait à la volée parmi les consommateurs d'alcool; et que tant plus la consommation de l'alcool augmentait, tant plus les décès par tuberculose étaient plus nombreux. Et cela, à un tel point, que dans les contrées de la France où il ne se consomme que 12 litres 47 d'alcool par habitant et par an, les décès par tuberculose sont de 30 à 40 par 10.000 habitants, tandis que dans les contrées où ils en consomment 30 litres 70, ces décès atteignent 90 et au-dessus! (1)

Là, ce sont les rapports entre l'alcoolisme, la folie, le suicide et la criminalité qui sont exposés. En 1850, dans un endroit donné, il y avait 3 aliénés, 2 suicidés et 21 délits. 42 ans après, il y avait, dans le même milieu, 19 aliénés, 8 suicidés et 176 délits (2).

Plus loin, c'est la dégénérescence physique qui s'accuse. En 1850, il y avait dans un canton normand 5 individus réformés au Conseil de revision pour défaut de taille et 17 pour constitution faible. En 1892, 20 réformés pour défaut de taille et 31 pour constitution faible! (3)

Et en terminant, l'auteur prouvait que l'alcoolisme coûtait annuellement à la France 3 milliards (4).

Nous ne contestons pas le fléau!

Nous ne nous dissimulons pas le danger qu'il fait courir à la société tout entière.

Et les socialistes ont toujours été, sont toujours et seront toujours les adversaires déclarés de l'alcoolisme avilissant, abêtissant et dégradant. Ils prêchent souvent par l'exemple, car ils savent trop que pour lutter contre la classe bourgeoise, il faut être aussi sain de corps que d'esprit.

Nous sommes de ceux qui pensent que le café doit plutôt être un lieu de réunion et de conversation, qu'un lieu de consommation.

S'il faut absorber du liquide pour construire ou louer le local destiné à être le salon de l'ouvrier, nous devons, comme dans nos Maisons du Peuple, éliminer le plus possible les dangereuses et nocives boissons alcooliques.

Mais où nous ne sommes plus d'accord avec les tempérants, les antialcooliques bourgeois; où nous nous séparons d'eux, c'est quand il s'agit des remèdes qu'ils proposent afin de barrer la route au mal.

Tous les moyens d'action antialcooliques qu'ils nous présentent sont et seront impuissants.

L'action législative, comme l'action privée, ne pourra faire reculer l'ennemi d'une semelle.

(1) Décès par tuberculose pour 10.000 habitants	Quantité d'alcool consommé		
30 à 40.....	12 litres	47	
40 à 50.....	13	—	21
50 à 60.....	14	—	72
60 à 70.....	16	—	86
70 à 80.....	17	—	16
80 à 90.....	17	—	80
90 et au-dessus.....	30	—	70
(2)	Aliénés	Suicidés	Délits
En 1820.....	»	»	2
En 1830.....	»	»	8
En 1850.....	3	2	21
En 1870.....	9	4	41
En 1892.....	19	8	176
(3)	Defaut de taille	Constitution faible	Total
En 1830.....	5	5	pour 14.307 habitants.
En 1850.....	5	17	22
En 1870.....	14	24	38
En 1892.....	20	31	51 pour 8.837 habitants.
(4) Prix de l'alcool consommé.....	1.200.000.000		
Journées de travail perdues par suite d'ivresse.....	960.000.000		
Mortalité par tuberculose d'origine alcoolique.....	400.000.000		
Journées de travail employées à produire un poison.....	360.000.000		
Frais de traitement et de chômage.....	70.000.000		
Frais de répression des crimes, suicides, etc., etc.....	10.000.000		
Total.....	3 milliards.		

La seule et unique action efficace contre l'alcoolisme, c'est l'action socialiste.

Faire de l'action socialiste, c'est faire de l'action antialcoolique, comme faire de l'action socialiste c'est faire de l'action anticléricale, de l'action antimilitariste, etc., etc.

L'alcoolisme, tout comme le cléricisme, tout comme le militarisme est un effet du régime capitaliste et disparaîtra du fait même de la disparition de ce régime.

Que l'on prenne des mesures radicales contre l'alcool — qui rapporte 700 millions à l'Etat capitaliste sur un budget de 4 milliards ; Que l'on supprime la fabrication, la circulation et la vente de l'absinthe ;

Que l'on réprime sévèrement l'ivresse publique ;

Qu'on limite le nombre des débits de boisson qui en 1897 atteignait le chiffre de 425.000, un cabaret pour cinq électeurs dans certains pays ;

Que l'on supprime les bouilleurs de cru ; Que l'on placarde des gravures où sont dépeints les maux affreux occasionnés par l'abus des boissons alcooliques ;

Que l'on prêche la consommation de l'eau, des boissons hygiéniques ;

Etc., etc., etc.

Rien n'y fera, si l'exploitation de l'homme par l'homme, créatrice de misère et de privations, existe toujours.

Ce qui produit l'alcoolisme, c'est la mauvaise alimentation et l'excès de labeur.

C'est assez paradoxal, mais c'est ainsi : si l'homme boit, c'est parce qu'il a faim.

Donnez à l'ouvrier le produit intégral de son travail : qu'il ne soit plus obligé de produire de la plus-value pour le capitaliste ; qu'il ne serve plus de machine à dividende ; qu'il possède sa quote-part des richesses qu'il a créées ; qu'il ne soit plus le martyr condamné aux travaux forcés à perpétuité dont la vie tragique épouvante et fait frissonner ; qu'il puisse se procurer tous les moyens de consommation dont il a besoin, respirer à plein poumon le bon air pur et s'abriter dans d'autres demeures que ces infects taudis, ces misérables galetas où il agonise lentement, lui et les siens, et l'alcoolisme disparaîtra.

C'est la société capitaliste elle-même qui a créé le mal de l'alcool et c'est la société capitaliste qui le développe, le propage et qui en vit.

Le nouvel instrument technique industriel et agricole, permettant à l'usine et à la ferme capitaliste de vomir des monceaux et des monceaux de produits sur le marché, provoque des crises terribles de surproduction. Comme il y a pléthore, comme les magasins sont pleins, il faut arrêter la production, diminuer le personnel occupé. Les ouvriers chômeurs forment l'armée de réserve du capital, celle qui fait diminuer les salaires en s'offrant à meilleur marché que l'armée active ouvrière parquée sur les domaines, dans les usines et dans les sous-sols possédés par la classe capitaliste. La rémunération du salarié tombe alors si bas qu'elle ne permet plus à l'ouvrier de pouvoir acheter les aliments nécessaires à l'entretien de sa machine animale et de se choisir un intérieur digne d'un homme.

Il lui faut alors chercher dans l'alcool l'illusion de la force, et dans le café clinquant et luxueux l'illusion d'un chez-soi agréable.

Il devient alcoolique !

L'alcool c'est le narcotique qui endort, le poison qui insensibilise, faisant oublier au malheureux prolétaire ses douleurs et lui procurant quelques moments de plaisir et de joie...

Mais hélas le lendemain est terrible pour la société.

Fatigué, vidé, brûlé, l'alcoolique enfante des rachitiques, des tuberculeux, des dégénérés...

Les crimes, les délits, les suicides augmentent...

Et les antialcooliques bourgeois ont beau crier, protester : ce qui arrive est fatal.

L'alcoolisme est le produit de la société bourgeoise. La cause, c'est la forme capitaliste de la propriété.

Aussi, ce n'est pas en luttant contre les effets du mal qu'on supprimera celui-ci. C'est en coupant le mal dans sa racine.

Transformez le milieu social, donnez le bien-être à tous, et l'alcoolisme disparaîtra.

COMPÈRE-MOREL.

Au Jour le Jour



Un bilan.

Ce n'est pas nous — suspects! — qui l'avons dressé, mais un correspondant de la très bourgeoise publication *La Revue*.

Il s'agit des profits que retire la nation française de l'expédition du Maroc.

Après quatre ans d'exercice, le bilan de la belle entreprise marocaine s'établit comme suit :

Actif :	
Revenu de 70 millions prêtés au makhzen à 5 0/0	Fr. 3.500.000
Revenu futur des mines de fer des Beni-Snassen	Mémoire
Total	3.500.000
Passif :	
Dépenses extraordinaires de guerre	22.000.000
Réfection d'armements et réparation de la flotte	100.000.000
Dépenses occasionnées par le conflit franco-allemand à propos du Maroc	223.000.000
Total	345.000.000

représentant pour le contribuable, à 3 0/0, une charge annuelle de 10.850.000 francs.

Et *La Revue* ajoute : « Que dirait-on d'un particulier, qui, pour s'assurer d'un revenu annuel de 3 millions et demi, engagerait chaque année, pendant le même temps, une somme de 10 millions ! Ce serait un fou, assurément. »

Sterile comme le... fonctionnaire!

C'est la formule laïque appelée à remplacer celle de la Bible : Sterile comme le figuier maudit!

Il paraîtrait, en effet, que les employés des ministères sont d'une... infécondité sans égale. Pour 100 d'entre eux, il n'y a que 125 enfants. Et le Conseil supérieur de statistique qui a fait cette constatation, ajoute que « la stérilité absolue paraît diminuer à mesure que le traitement s'élève. »

La cocasserie de ce style de statistique dissimule à peine ce fait que nos fonctionnaires de ministères n'ont pu trouver que dans la pratique malthusienne le moyen d'augmenter leurs émoluments.

Ma tante!

Le Mont de Piété de Paris est une des institutions les plus remarquables de la philanthropie bourgeoise.

Pressé d'argent, vous portez au... clou votre montre qui vaut 50 francs; on vous prête 10 fr. Sur ce prêt généreux, ma « tante » perçoit : intérêts, 3 fr. 50; régie et assurances, 3.25 0/0; droit fixe, 1 0/0; au total, 0 fr. 775 pour 10 francs.

Le prêt minimum est de 3 francs. Chaque année plus de cent mille objets sont refusés aux gueux comme n'atteignant pas une valeur suffisante.

Si les 10 francs prêtés sur votre montre ne vous suffisent pas, vous passez à l'annexe du Mont de Piété : le « Marchand de reconnaissances ». Ce philanthrope vous achète le titre de dépôt de votre montre (la reconnaissance) pour quarante sous ou trois francs. Vous avez deux mois pour retirer votre reconnaissance en rendant les deux ou trois francs, plus 5 0/0 d'intérêt par mois, soit 60 0/0 par an. Si vous abandonnez votre reconnaissance, le philanthrope devient propriétaire de votre montre moyennant ce qu'il vous a versé et les dix francs qu'il donnera à votre tante pour retirer votre montre de 50 fr.

Les neuf dixièmes des emprunteurs du Mont de Piété passent chez les marchands de reconnaissances qui réalisent sur la misère un profit annuel de deux cents millions pour l'ensemble des prêts faits par le Mont de Piété s'élevant à 40 millions par an.

La morale vengée.

Le *Matin* est une seconde fois condamné. Le jury d'Agen, après celui de Paris, venge l'honneur des parlementaires. Le tarif de cet honneur est, là-bas comme ici, fixé à 50.000 francs. C'est donc une chose de prix que la vertu d'un sénateur.

Au surplus, quel était donc le crime du vertueux Chaumié? Il avait casé « sa tribu » dans le

fromage gouvernemental. Le jury a estimé ce crime si fréquent dans les milieux parlementaires, qu'il n'y avait pas de quoi émouvoir cet autre parangon de vertu qu'est le *Matin*.

Et voici maintenant le grand journal averti qu'il vaut mieux faire marcher l'armée et les mininettes que les bonzes sénatoriaux.

La morale bourgeoise est ainsi satisfaite.

Ohé, la presse!

Tous les journaux de la capitale ont fait feu sur leur concurrent le *Matin* et ameuté contre lui l'Opinion Publique à propos de ses chantages contre Humbert et Chaumié.

C'était merveille d'entendre les accents indignés de ces entreprises de moralité publique à gros tirages! Le *Matin* maître-chanteur, pouah! Le *Matin* faiseur d'affaires, pouah! Le *Matin* coulissier, pouah! On croirait vraiment que nos grands journaux capitalistes ignorent pour leur compte le chantage, les affaires et les coulisses!

Né serait-ce pas plutôt le dépit d'être distancés par le cheval de Buneau-Varilla dans la grande course où ils sont lancés à bride abattue?

Encore?

Est-ce qu'on voudrait, par hasard, nous servir une nouvelle affaire Dreyfus?

Voici qu'à son tour, la justice civile s'est offert le luxe du huis-clos pour juger un certain Berton, inculpé d'avoir livré je ne sais quels secrets de la Défense nationale à quelque puissance étrangère.

C'est du réchauffé, direz-vous. — Pas le moins du monde : c'est tout simplement l'état-major justicier et véridique qui continue, depuis son arrivée au pouvoir, à plagier ses rivaux d'autrefois.

Seulement — à part les plumitifs méchamment frustrés d'informations sensationnelles — personne n'a l'air dans le public de vouloir « marcher » une seconde fois : tout le monde sort d'en prendre.

Quand tous ces fiers champions du droit humain voudront bien s'intéresser à la grande iniquité sociale dont la classe ouvrière est journellement victime, on verra peut-être à leur emboîter le pas...

Sur leurs bateaux.

Le Premier citoyen de France — Fallières pour les journalistes — est allé porter ses hommages au Premier cosaque de Russie.

Les discours échangés à cette occasion ne diffèrent en rien de ceux que nous connaissons déjà : consolidation de la paix dans le monde, sauvegarde d'intérêts communs, amitié réciproque... On disait déjà la même chose, probablement, quand les souverains d'Europe concluaient leur Sainte-Alliance contre la Révolution française.

Reconstituée de nos jours, elle opère à présent contre la Révolution de demain, qui sera celle du prolétariat mondial.

Seulement, la caractéristique de cette entrevue, c'est qu'elle se passe à huis-clos : czar et président n'osent plus affronter là-bas les ovations populaires. Leurs toasts ne trouvent plus d'échos que dans les officines où l'on essaie de préparer l'opinion à de nouveaux appels de fonds.

Leur gratitude.

A l'occasion du voyage du président Fallières, la presse aux ordres de l'autocrate Nicolas vante à nouveau les « bienfaits » de la trop fameuse alliance franco-russe, vous savez bien, cette alliance dont on n'a jamais pu faire connaître les clauses au Parlement français!

Certes, les dirigeants de la Russie ont toutes sortes de bonnes raisons de s'en féliciter : nous les avons assez gorgés de milliards pour qu'ils aient au moins la reconnaissance du ventre.

Mais ceux qui luttent et qui meurent là-bas pour la conquête de quelques libertés, ne sont peut-être pas tout-à-fait du même avis : notre pays leur apparaît plutôt comme le complice du bourreau couronné qui règne à Pétersbourg, et qui n'a pu se maintenir jusqu'ici que grâce à l'appui monnayé de nos souscripteurs d'emprunts, sans compter l'appui policier qui lui fut donné contre ses propres sujets réfugiés sur notre territoire.

INTÉRIM.

Diplomatie et Socialisme

Si nous pouvions dire à la Bourgeoisie : « Retire-toi ! nous, socialistes, nous allons discuter entre nous, *en famille*, notre tactique », nous en serions très heureux. Mais la chose est évidemment impossible. Et nous sommes condamnés à discuter publiquement sur le meilleur moyen d'étrangler le régime capitaliste, régime de massacres ordinaires et extraordinaires, en face de l'ennemi qui nous guette et qui cherche certainement à en tirer profit. Il s'agit seulement de savoir si le profit que la classe ouvrière peut tirer de cette discussion n'est pas infiniment plus grand. Nous n'avons d'ailleurs rien à apprendre à notre ennemi. C'est dans ses organes à grand tirage que furent exposées et propagées les doctrines du syndicalisme dit révolutionnaire, de la « gymnastique révolutionnaire », des grandes manœuvres, etc., etc. C'est dans ces organes que l'on a tiré sur le Parti socialiste qui a tout supporté sans broncher. C'est donc de la pure hypocrisie, sinon pire, que de vouloir nous fermer la bouche et nous empêcher de continuer notre critique de doctrines antisocialistes sous prétexte que quelques syndicalistes sont l'objet de représailles aussi imbéciles, arbitraires, qu'utiles pour les idées que l'on prétend combattre.

Nous n'avons d'ailleurs, jamais cessé de crier au Parti : casse cou ! Que l'on relise les discours de Jules Guesde et de ses amis au Congrès de Limoges et de Nancy, reproduits dans des compte rendus officiels, et l'on y trouvera la prévision exacte de ce qui vient de se passer. Nous, de la « minorité consciente », selon le mot de Jules Guesde, nous avons supplié de toutes façons les camarades de la majorité de ne pas acculer la classe ouvrière aux dures épreuves, à la fatalité des leçons de la vie qui, disions-nous, « coûtent trop cher »... On a passé outre.

Lorsque nous réclamions la vérité, on nous répondait : oui, *vous avez raison*, mais il ne faut pas le dire. Cela gâterait nos rapports avec la C. G. T.

Et l'on pratiqua la vieille routine anarcho-blanciste des petits Comités. On cultivait avec un art infini le secret de Polichinelle. Et l'on nous disait : chut ! chut ! Parlez bas ! La C. G. T. va se fâcher ; et la C. G. T., c'était quelques personnalités influentes de la C. G. T. On conspirait avec les idées comme l'on conspirait autrefois avec des complots, condamnés d'ailleurs d'avance, pour la plupart, à l'avortement. On entretenait des relations secrètes et confidentielles avec la doctrine socialiste comme avec une personne compromettante. On laissait le champ libre à la propagande des idées les plus funestes pour la classe ouvrière et par conséquent très utiles à la continuation de la domination patronale. On laissait tout dire, tout faire sous le couvert et le pavillon du Parti, de la majorité du Parti.

Oh, si le danger du confusionnisme anarchiste et anarcho-syndicaliste était à jamais conjuré et banni, nous n'aurions eu aucun besoin de tirer vanité d'avoir eu raison. Mais le danger subsiste. Le confusionnisme n'est pas mort. Les généraux à la manque et les désorganiseurs de la classe ouvrière n'ont rien

perdu de leur superbe. Des « doctrines » vieillottes et puériles, avec lesquelles, non sans peine, l'Internationale Ouvrière a rompu définitivement depuis longtemps, cherchent à se frayer un chemin dans le prolétariat français. La lutte contre l'anarchie dans les idées et les actes n'est pas finie. Elle ne fait que commencer. Et nous n'avons le droit de nous dérober sous aucun prétexte. Les intérêts de la classe ouvrière avant tout ! Pour avoir lutté contre l'anarchie, les Guesde, les Liebknecht, les Bebel, les Plekhanoff ont été entraînés dans la boue par les feuilles anarchistes ou policières.

Aucune insulte, aucune grossièreté ne leur furent épargnées. Ils ont passé outre en les méprisant. Nous suivrons leur exemple sans prétendre à leur mérite.

D'ailleurs cette lutte nous est commandée par le rôle que doit jouer, qu'a toujours joué le Parti Socialiste vis-à-vis de la classe ouvrière — dans tous les pays où le Parti est devenu le véritable représentant de la classe ouvrière consciente et organisée.

Marx a défini ce rôle dans son immortel *Manifeste*. Il appelait « communiste » ce que nous appelons maintenant *Parti Socialiste*. Et il disait : « Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

« 1^o Dans les différentes luttes nationales des prolétaires ils mettent en avant et font valoir les *intérêts communs* du prolétariat ;

« 2^o Dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les *intérêts du mouvement général*.

Pratiquement, les communistes sont donc la section la plus résolue, la plus avancée de chaque pays, la section qui anime toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat *l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des forces générales du mouvement prolétarien* » (*Manifeste du Parti Communiste*, par Karl Marx et Friedrich Engels, trad. Laura Lafargue, p. 33). Et Marx a écrit ces paroles d'or en 1847, lorsque les communistes n'étaient qu'une poignée....

Nous, nous demandons franchement : le Parti Socialiste a-t-il fait valoir vis-à-vis de la classe ouvrière cet « avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des forces générales du mouvement prolétarien » dont parle Marx ? A-t-il fait profiter la classe ouvrière française de l'immense expérience historique accumulée par le mouvement prolétarien des deux mondes ? C'est frustrer, c'est voler la classe ouvrière que de ne pas lui épargner des crises douloureuses nouvelles en tirant les leçons nécessaires des crises anciennes. Nous ne voulons pas avoir de sang ouvrier sur notre conscience.

Fallait-il vraiment attendre de nouveaux massacres ouvriers pour découvrir, comme le fait — avec beaucoup de raisons d'ailleurs — Jaurès dans *l'Humanité*, la nécessité de l'organisation méthodique du prolétariat sur le terrain syndical ?

L'expérience est faite et refaite. Partout le socialisme s'est élevé sur les ruines du confusionnisme anarchiste. On a tenté en France et en Italie de *refaire* à nouveau cette expérience.

Nous en connaissons les résultats. Et, pour qu'à son tour, la classe ouvrière en prenne connaissance, nous devons renoncer à la méthode diplomatique et politicienne et dire au prolétariat la vérité. C'est la méthode socialiste internationale.

Ch. RAPPOPORT.

LA LUTTE DE CLASSE CHEZ LES PAYSANS

Comme entre tous les autres travailleurs et leurs exploiters, la lutte de classe s'est poursuivie à travers les âges entre les paysans et leurs maîtres. Tantôt elle fut sourde et tantôt elle fut violente : souvent rage impuissante, parfois révolte terrible allant jusqu'au pillage et au meurtre. Là, comme ailleurs, elle constitue le fait important de l'histoire et celui qui permet de les expliquer tous.

Mais jamais, jusqu'à ces derniers temps, elle n'avait été méthodique. De nos jours, sous l'influence des phénomènes économiques, de l'instruction et des idées socialistes, cette lutte est devenue consciente et organisée.

Les cultivateurs éprouvent le besoin de se grouper de plus en plus. Et comment en serait-il autrement, alors qu'ils peuvent maintenant calculer exactement leur misère en face de l'opulence des capitalistes ? Jusqu'alors ils avaient souffert, la haine au cœur, et s'étaient parfois révoltés. Mais maintenant que les instituteurs leur ont appris à calculer, ils peuvent, par des chiffres, mesurer leur détresse et s'en expliquer la cause.

Un des leurs, un vrai paysan, E. Guillin, qui écrit de très bons livres et qui en a écrit au moins un très utile : *En Bourbonnais*, a établi exactement le budget moyen des travailleurs dans le Centre de la France.

C'est d'abord le *journalier*, le plus malheureux de tous, celui qui est obligé de se louer à la journée et quelquefois, ce qui est pire, à la tâche. L'été, pendant les longs jours qui commencent à quatre heures du matin et finissent à huit heures du soir, il fait les travaux épuisants de la moisson, sous le soleil de plomb ; l'hiver, sous la bise glaciale, il est le bûcheron au maigre salaire.

Et voici son budget :

Du 24 juin au 14 août, pour la levée des récoltes, il gagne 120 à 160 francs. Prenons une moyenne de 140 francs.

Du 15 août au 1^{er} novembre, une quarantaine de journées, au prix moyen de 2 fr. 25, ce qui fait 90 francs.

Du 1^{er} octobre au 11 novembre, il faut une semaine pour récolter les pommes de terre, cultivées par moitié chez les cultivateurs des environs. Il n'est guère possible de faire ailleurs plus de quatre semaines qui, à trente sous par jours, donneront 36 francs. Mettons 40 francs.

Cela donne pour la bonne saison un total de 270 francs.

Arrivent les mois d'hiver : fin novembre, décembre, janvier, février et mars. En ces cent quarante jours, le tâcheron ne fait pas plus de cent journées, à 1 fr. 50 au maximum, soit 150 francs.

Restent trois mois de printemps : avril, mai et juin. En avril, il peut faire deux semaines, à 2 francs par jour. En mai et juin, quatre semaines à 15 francs, soit 60 francs, et deux semaines à 3 francs par jour, ou 36 francs.

Soit, pour l'année entière, un gain maximum de 540 francs.

Et encore, que de fois le chômage et la maladie viendront accroître cette misère !

Les *domestiques de ferme* sont plus heureux. Ils peuvent gagner 500 francs, mais ils sont nourris et logés.

Les *métayers*, ou *colons partiaires*, ceux qui exploitent une ferme, dont ils partagent les produits avec le propriétaire ou le fermier, sont presque aussi malheureux que les ouvriers journaliers. Ils ont pour leur part, en moyenne 300 doubles décalitres de blé, qu'ils peuvent vendre à 3 francs ; 350 doubles décalitres d'avoine à 1 fr. 50 ; 100 francs de bénéfice sur le bétail. Total des recettes, 2.025 francs. Dépense pour le personnel, 1.500 francs. Il reste donc 525 francs pour payer les frais de ménage, d'outillage et d'assurances.

Le *fermier cultivant* est moins malheureux, si le domaine qu'il exploite est assez grand. Mais, souvent, il a un trop petit domaine et doit être en même temps journalier. Générale-

ment aussi, il est exploité par le banquier et par les intermédiaires qui lui achètent ses produits.

Les *petits propriétaires* cultivant eux-mêmes n'ont pas non plus une très bonne situation. Ils sont écrasés par la concurrence de la grande propriété et par les hypothèques, qui s'élèvent à 15 milliards de capital et 500 millions d'intérêt.

Ces braves gens voient en face d'eux les *gros propriétaires*, qui sont une petite minorité, qui possèdent la plus grande partie du territoire et qui tirent de leurs terres jusqu'à 300.000 francs de revenu. Ceux-ci n'ont d'ailleurs qu'à recevoir l'argent que leur envoient leurs *fermiers généraux*, intermédiaires qui pressurent odieusement les travailleurs.

C'est en présence de ces faits qui leur sont apparus nettement que les paysans ont formé des Syndicats, où les cultivateurs-travailleurs (journaliers, domestiques de fermes, métayers, fermiers cultivant, petits propriétaires cultivant eux-mêmes) sont seuls admis. Leur programme est la diminution des fermages ou de la part des propriétaires, la suppression des fermiers généraux, l'achat en commun des engrais et des outils, la vente des produits.

Les syndiqués peuvent bénéficier de 40 à 50 0/0 sur les engrais chimiques, dont la qualité est garantie par la compétence de ceux qui sont chargés d'acheter. On peut mettre à leur disposition des machines à battre, des trilleuses de grains, des machines à distiller, etc.

Ils peuvent se grouper en coopératives de vente ou de production, et ainsi éviter les intermédiaires exploités. Ils peuvent fonder des coopératives de crédit agricole. Cette institution peut rendre des services considérables aux cultivateurs en leur fournissant des fonds à un taux raisonnable. Malheureusement, le paysan, encore routinier, n'aime pas à emprunter, si ce n'est en cachette. C'est une tendance détestable, un reste d'individualisme farouche, qu'il serait bon de vaincre. Il ne faut pas que les travailleurs aient honte de leur misère, il faut qu'ils en comprennent les causes et qu'ils cherchent les moyens de la faire disparaître.

Nous sommes donc, chez le paysan même, à un nouveau stade de la lutte de classe, bien près sans doute de cette dernière étape, qui sera l'expropriation des moyens de production monopolisés par le capitalisme.

Victor MAGE.

Socialisme critique et Socialisme reconstitutif ⁽¹⁾

Je ne dois pas exagérer l'esprit d'opposition du parti socialiste à l'égard des idées reconstitutives : on leur reconnaît généralement — tel est l'avis que Rappoport et Marius André exprimaient dernièrement dans le *Socialisme* — une utilité secondaire et restreinte. On veut bien ne pas trouver mauvais qu'en dehors de l'action générale du parti, quelques penseurs solitaires échafaudent des hypothèses. Ça peut être parfois intéressant et en tout cas ce n'est pas dangereux. Voilà bien à peu près la place qu'on nous assigne. Ma modestie s'en contenterait volontiers. Mon dévouement à la cause réclame davantage et cela dans l'intérêt exclusif du socialisme : je demande que l'accessoire devienne le principal.

Ce n'est pas seulement pour faire de la propagande que j'ai écrit l'*Application du système collectiviste* et le *Projet de code socialiste*; ce n'est pas seulement pour nous amener des recrues nouvelles; c'est aussi et surtout pour essayer de faire entrer le socialisme dans une voie en dehors de laquelle il sera dans l'impossibilité de réaliser son programme, même s'il s'empare du pouvoir politique; c'est pour le préparer à son rôle de parti de gouvernement, qui devra forcément succéder un jour au rôle de parti d'opposition dans lequel il s'absorbe trop aujourd'hui.

Il ne suffit donc pas que des individualités

isolées élaborent des projets de reconstruction; il faut que ce soit le parti lui-même qui assume la responsabilité de ce travail. A côté de la Commission administrative qui assure l'action, la lutte, la propagande journalière, il devrait avoir une Commission législative chargée de préparer les institutions de l'avenir. Cette double tâche est indispensable; plus nous nous rapprocherons du moment décisif et plus la nécessité s'en fera sentir. J'ai été le premier à le signaler et je déplore que ma voix n'ait pas été entendue. Les générations qui suivront s'étonneront qu'une vérité aussi évidente ait pu être méconnue aussi longtemps.

Je ne veux pas prolonger cette polémique et abuser de l'hospitalité du *Socialisme*. Le sujet est trop vaste : j'en ai à peine indiqué quelques points essentiels et un livre ne serait pas de trop pour l'épuiser; je l'écrirais peut-être un jour. En attendant et pour terminer, je répondrai quelques mots à Rappoport sur la question de l'indemnisation des possédants.

Je croyais avoir surabondamment établi, dans l'*Application du système collectiviste*, que l'organisation socialiste aurait pour conséquence immédiate un prodigieux accroissement de la production. Cette partie de mon livre m'avait même semblé la plus appréciée et j'avais reçu, en ce qui la concernait, de nombreuses félicitations de camarades qui faisaient d'amples réserves sur le surplus de l'ouvrage. Or cette démonstration, que je considérais comme acquise, me paraît devoir trancher la question dans le sens positif. On pouvait marchander et même refuser l'indemnité aux capitalistes dépossédés lorsqu'on ne voyait dans le socialisme qu'un principe de répartition plus équitable d'une quantité de produits à peu près constante — et pour ma part, j'ai toujours déclaré que l'indemnité n'était pas un droit. Mais du moment où nous disposerons de produits surabondants et où ce qui sera accordé aux expropriés n'exposera les travailleurs à aucune privation, peut-on hésiter à lever une difficulté très grave et à détruire la plus forte objection qui nous est opposée, en accordant une indemnité équitable?

Rappoport reconnaît que Marx a accepté le principe de l'indemnisation. Mais il ne considère sa déclaration dans ce sens que comme une « boutade », une « pensée de rencontre » et il ajoute que « Marx a pu se tromper ». Rappoport oublie que Liebknecht, dont l'autorité était immense, s'est prononcé dans le même sens, de la façon la plus catégorique, ce qui permet de croire que Marx n'avait pas trahi la pensée Marxiste. Voici le passage de l'article de Liebknecht, qui a été écrit en 1881 et publié par le *Vorwaert* le 7 août 1901 :

« Nous reconnaissons qu'il y aurait injustice à « rendre ceux qui se sont créés une situation privilégiée, avec le point d'appui d'une législation « mauvaise, personnellement responsables de « cette législation mauvaise et à les en punir.

« Nous déclarons expressément que c'est à « notre avis un devoir de l'Etat, de donner à ceux « qui peuvent être lésés dans leurs intérêts par « l'abolition nécessaire des lois nuisibles à l'in- « térêt commun, une indemnité, autant que cela « sera possible et conciliable avec l'intérêt de « l'ensemble ».

Rappoport cite Guesde parmi les adversaires de l'indemnisation. Il se peut qu'il l'ait été au début. Mais alors son opinion se serait modifiée, car il m'a déclaré que « personne ne devait perdre à la révolution sociale » (1).

Il ne faudrait cependant pas que la doctrine socialiste fût liée d'une manière définitive à quelques idées extrêmes qui ont pu être émises à l'origine du mouvement avec une connaissance imparfaite de tous les éléments d'appréciation, ou même dans l'ignorance absolue de certains d'entre eux, qui ont été révélés depuis. Le principe du socialisme reste immuable, mais ses modes de réalisation peuvent varier.

Certains camarades apportent parfois dans l'examen des questions un esprit absolu tout à fait en désaccord avec les faits. Ainsi ils mettent

(1) L'indemnité visée par Guesde ne pouvait être celle prévue par la loi de 1841 à laquelle semble penser le citoyen Deslinières. C'est seulement sous la *forme sociale* que les ci-devants capitalistes seront indemnisés par l'accroissement de la production sociale mise à la disposition de tous — y compris les ci-devants — au prorata du temps de travail fourni à la Société.

en présence d'un bloc capitaliste, totalement et irréductiblement opposé au socialisme, un bloc prolétarien unanimement résolu à refuser l'indemnité. Ils oublient que la majorité des prolétaires est encore antisocialiste, que certains capitalistes acceptent le socialisme sans condition, que d'autres sont disposés à l'accepter sous certaines conditions et enfin qu'entre la classe de ceux qui vivent du revenu de leurs capitaux et la classe de ceux qui vivent du revenu de leurs bras, il existe, nombreuse en France, la classe qui vit en faisant valoir par son travail un avoir modeste. Celle-là peut, à un moment donné, se rallier à un socialisme présenté sans atténuation du fond, mais sous une forme raisonnable et rassurante. Elle sera toujours hostile à un parti où elle ne verra que des amplifications pédagogiques, des violences inutiles et des menaces d'éviction du précaire bien-être dont elle jouit.

Toute tactique qui empêchera la classe intermédiaire de faire cause commune avec le prolétariat, et le rejettera dans les bras de la classe capitaliste, me paraît désastreuse pour le socialisme et, fûssé-je seul de mon avis, je ne cesserais de la combattre.

Lucien DESLINIÈRES

Mouvement International

La grève agricole de Parme

Elle dure depuis trois mois. Elle fut d'abord pacifique bien que conduite par les chefs du syndicalisme dit révolutionnaire. Il y a plus. Nous avons pu constater que les syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes mis en face des responsabilités sérieuses ont dû modifier quelque peu la devise du syndicalisme « mythologique » laquelle dit : « Peu importe le résultat, pourvu que la grève soit belle ! » Et la grève n'est belle, selon l'Evangile anarchiste que lorsqu'elle est violente.

Cette fois, lorsque la grève battait son plein, les syndicalistes reculèrent devant les conséquences pratiques de leurs théories de la « bonne violence » importées de la France.

La grève avait été magnifique et pleine de promesses. On croyait pouvoir donner comme chiffre de grévistes, tous ouvriers agricoles, le nombre imposant de 30.000. Le mouvement commença le 1^{er} mai.

Mais les mauvais temps n'ont pas tardé à venir... Les *jaunes* envahirent les régions de grève. L'action directe patronale, soutenue par un gouvernement sans scrupule, faisait rage. Les syndicalistes dits révolutionnaires se sont alors souvenus de leur vieille tactique. Ils ont répondu par la violence à la violence. Ils ont furieusement attaqué non seulement les exploités du sol, mais aussi les socialistes organisés en les déclarant « plus grands ennemis » de la classe ouvrière que les patrons eux-mêmes.

Mais le Parti socialiste se cabra. Il n'était pas d'humeur à supporter les insultes des syndicalistes anarchistes. Il s'est allié avec les syndicalistes non anarchistes de Parme. Une conférence fut convoquée qui décida une enquête.

En voici les résultats pour 35 communes. Le 1^{er} mai, 11.243 ouvriers, hommes et femmes, se sont mis en grève. Après huit jours de grève on constata 1.250 défections, 1.339 ont émigré, 8.900 ont continué la grève. De ce nombre, à la date du 2 août, 2.810 restèrent sans travail. Le reste travaille chez les petits patrons qui ont fait des concessions aux grévistes. Le nombre d'ouvriers jaunes est de 11 0/0, d'émigrés de 11,9 0/0. Reste en grève 78 0/0 dont 24,9 0/0 sont sans travail. Le total des grévistes fut de 19.000.

La raison principale de la défaite de la grève est l'envahissement des jaunes. Grâce à ces misérables, les gros propriétaires ont pu faire leur récolte. La continuation de la grève est désormais reconnue inutile.

Dans une réunion qui a eu lieu à Bologne on a décidé de distribuer les 24.000 livres (sur 69.000 de la souscription totale), non aux chômeurs grévistes, mais aux victimes de la grève. Cela pour ne pas prolonger des souffrances ouvrières inutiles.

Cette grève, unique dans son genre, conduite par des représentants du syndicalisme à façade révolutionnaire comporte quelques enseignements.

(1) Cet article est le cinquième d'une série que l'auteur nous a donné en réponse à la série publiée par notre collaborateur Ch. Rappoport sur le même sujet.

Deux phases de cette grève sont à distinguer : la phase *pacifique* qui coïncidait avec l'état ascendant et florissant de la grève. C'était la jeunesse pleine d'espoirs et d'illusions. La phase *violente* et cruelle est aussi celle de la décadence de la grève. La violence marqua la fin, la mort du mouvement. Lorsque l'on était sûr de la victoire, les syndicalistes eux-mêmes furent les plus modérés. Le désespoir a transformé une grève pacifique en une grève violente. Même dans les cas où la violence ouvrière fut légitime comme faible réponse à la violence autrement redoutable des patrons et des gouvernants, elle est restée sans lendemain. Elle n'a pas modifié le résultat fatal. Les ouvriers sont vaincus parce que plus faibles. Ils retourneront sous le joug la haine et le désespoir au cœur. Ils ont supporté héroïquement des souffrances terribles. Ils ont subi la misère, la prison et les coups. Ils ont appris douloureusement la dure loi du régime capitaliste : le fort opprime le faible. Pour vaincre l'exploiteur capitaliste, l'héroïsme ne suffit pas. *Il faut être en nombre.*

L'héroïsme est beau, mais la défaite est hideuse. Elle décourage, elle désorganise, elle affaiblit, elle disperse aux quatre vents du hasard les énergies agissantes de la classe ouvrière, aujourd'hui tragique victime du désordre capitaliste, émancipatrice victorieuse de l'humanité de demain.

Ch. R.



A propos des Bûcherons et de la Loi sur les Accidents du Travail

UNE LETTRE

Varenne-sur-Allier (Allies).

Au camarade rédacteur de *La Voix du Peuple* :

CHER CITOYEN RÉDACTEUR,

Dans une longue (hélas!) diatribe parue dans le n° 411 de la *Voix du Peuple* un rédacteur qui signe Sylvestre met en cause une note publiée dans le *Socialisme*, avec un mois de retard par suite d'un oubli. L'auteur donnant clairement à entendre que le camarade V. Mage, qu'il prend grossièrement à partie en est l'auteur, je tiens à déclarer qu'elle était de moi et que si elle n'était pas signée, c'est uniquement parce qu'elle rentrait dans une rubrique qui ne renferme que des articles documentaires. Je me bornai à constater dans cette note :

1° Que Victor Mage avait publié dans le *Socialisme* une étude sur la loi du 18 juillet 1907 ;

2° Que cet article avait été reproduit par des organes corporatifs ;

3° Que trois mois après un Congrès de Bûcherons avait voté un ordre du jour dans le sens indiqué par Victor Mage.

J'en conclusais que l'article n'avait pas été inutile, ce qui avait été aussi l'opinion du *Travailleur de la Terre* qui l'avait reproduit. On objecte que la motion des bûcherons avait déjà été votée dans un Congrès précédent. C'est possible ; je n'en persiste pas moins à penser que l'article de V. Mage, en rappelant aux travailleurs de la terre leur droit, en contribuant à le faire connaître à ceux trop nombreux qui l'ignorent et en donnant à ce droit une publicité plus étendue, n'a pas été perdu, quand bien même il n'aurait fait qu'affirmer et appuyer une revendication qui aurait été à l'ordre du jour de tous les travailleurs de la terre, ce qui est fort loin d'être le cas.

Le citoyen Sylvestre (???) qui semble avoir surtout les idées des autres, reprend en les appliquant à notre camarade les accusations portées contre les néo-jeunes gens du néo-syndicalisme par un membre influent de la C. G. T. dans les *Temps Nouveaux* et il a sans doute oublié que l'appellation de *carabinier* est la propriété exclusive de ces mêmes jeunes gens, le brevet leur en ayant été octroyé dans les mêmes *Temps Nouveaux* par J. Grave. Quant à moi si je ne pousse pas la basse démagogie jusqu'à affirmer aux travailleurs qu'ils doivent éloigner d'eux tout

ce qui n'a pas les " mains calleuses " parce que j'estime que la bourgeoisie ayant pour elle les forces intellectuelles, le prolétariat a un réel intérêt à accueillir celles qui désertent le camp bourgeois pour venir combattre dans le sien, parce qu'ensuite il n'y a pas que les " manuels " qui aient intérêt à la Révolution sociale, parce qu'enfin la société future ne fonctionnera pas uniquement avec des " manuels ", il me sera bien permis de dire cependant, quoi qu'en dise le brave Sylvestre (?) qu'il n'a jamais été dans ma pensée, ni dans celle d'aucun de mes amis, que la classe ouvrière devait laisser aux intellectuels le soin de penser pour elle. C'est une prétention que nous avons toujours abandonnée aux avocats-manuels, aux intellectuels-manuels, aux millionnaires-manuels, voire aux fils de grands industriels-exploiteurs, plus ou moins intéressés aux bénéfices de la maison, qui constituent, si j'en crois les *Temps Nouveaux* l'état-major de la secte syndicaliste-révolutionnaire.

Il n'y avait pas, dans le filet visé, de quoi fouetter un chat, pas même un capitaliste. Sans vouloir préjuger de la réponse que pourront faire les organisations, peut-être un peu imprudemment mises en cause, il me sera bien permis d'ajouter que, ce que l'on ne pardonne pas à V. Mage, c'est d'avoir montré en maintes circonstances à la classe ouvrière que la Révolution sociale sortirait, non pas des clameurs des brailards, ni des tactiques impulsives qui blessent et épuisent le prolétariat, mais bien de l'éducation et de l'organisation politique et économique du prolétariat. On lui reproche *aujourd'hui* d'avoir assisté à un Congrès des carriers, où un syndicat lui avait demandé de soutenir une proposition, adoptée d'ailleurs par le Congrès, qui aboutissant à assimiler législativement les carriers aux mineurs, leur donnera en un seul coup, le jour où ils la feront triompher tous les bénéfices acquis par les mineurs, mais on oublie qu'il y a un an de cela. C'est à ce moment qu'il fallait protester. Victor Mage était alors *le cher ami, le cher camarade*, on ne voyait pas l'élève-avocat, il n'était qu'une jeune espérance du néo-syndicalisme, du moins on le croyait. On a laissé prescrire l'attaque, en la reprenant aujourd'hui, on ne fait que souligner une déception. C'est un des dessous de la sortie furieuse du citoyen Sylvestre (?) contre Mage, et il y en a peut-être d'autres ; on les trouvera en temps voulu.

En vous priant, cher citoyen rédacteur, d'insérer cette rectification nécessaire à une incrimination erronée, je vous prie de recevoir mon fraternel salut socialiste-révolutionnaire.

Charles DUMAS.

Cas de légitime Défense (1)

Un fonctionnaire de la préfecture, désireux de m'atteindre par *l'Action Directe*, jette sur ma pauvre tête un tas d'immondices. A ce grotesque, je ne veux pas répondre.

Le drôle qui m'accuse de trahison pour mon inébranlable fidélité au Socialisme international a ignoblement trahi les amis de l'ancien P. O. F., qui n'avaient pas fait place assez grande à sa Haute Nullité.

Je brûle du sucre et passe au « Sans-Conscience » qui signe à *la Guerre Sociale* des articles que n'importe quel agent provocateur aurait pu signer.

Le Socialisme a dérangé ses plans.

On ignore, à *la Guerre Sociale*, les premiers éléments de la doctrine et de l'histoire socialiste et l'on s'y indigna de la critique des socialistes réfléchis et responsables contre les illusions et les manœuvres anarchistes, qui sont pour les capitalistes d'un secours incontestable.

Que le « Sans-Conscience » en question veuille bien lire les *Mémoires* du préfet Andrieux, un des initiateurs de la « gymnastique révolutionnaire ».

Il y verra comment l'on fait de l'ordre capitaliste avec du désordre anarchiste.

Ch. R.

(1) *Le Socialisme* n'est pas un journal anarchiste, où chacun écrit au gré de ses fantaisies. Une pensée commune anime ses collaborateurs. Sous réserve des nuances de forme et de pensée, il y a unité de vues entre tous les rédacteurs de notre journal-revue. C'est pourquoi, *le Socialisme* ayant été aigrement mis en cause à propos du dernier article de Ch. Rappoport, nous donnons à ce dernier toute liberté pour s'expliquer.

N. D. L. R.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

Les événements de Villeneuve.

Pour compléter les renseignements que nous avons fournis dans notre dernier numéro, nous croyons devoir reproduire l'appréciation suivante publiée par un membre du groupe socialiste de Villeneuve dans le *Réveil Social*, organe de la Fédération de Seine-et-Oise :

« Notre devoir, à nous, militants socialistes ou syndiqués, consista non à le flatter, non à lui faire croire qu'il suffit à quelques-uns, plus ardents ou plus pressés que les autres, de se lancer tête baissée contre les forces sociales coalisées pour faire obstacle à nos desirs d'émancipation. Les gestes généreux ne suffisent point à eux seuls ; s'ils ne sont point toujours inutiles, ils ont besoin d'être accompagnés, précédés ou suivis d'une action méthodique, fruit d'une éducation continue.

« D'ailleurs, il faut bien le dire, si nous voulons, sinon que l'armée soit avec nous contre les exploiters, mais qu'elle reste tout au moins neutre et ne dirige pas ses fusils contre nos poitrines, il est nécessaire de prendre contact avec elle de façon plus délicate qu'on ne l'a fait.

« Je sais que le matin de la fameuse journée du 30 juillet, les manifestants avaient été chargés brutalement, après avoir été acculés dans l'impasse formée par les talus des voies de Melun et de Corbeil, au point où ces voies se rejoignent ; je sais que le sang avait déjà coulé, que des femmes avaient été renversées et piétinées par les chevaux des soldats. Malgré cela, je n'ai pu comprendre comment, à l'arrivée des troupes dans la rue de Paris, près de la gare de Villeneuve, on criait aux soldats : « Ne tirez pas ! « crosse en l'air ! » en même temps que des pavés leur étaient lancés.

« Il faut avouer que c'est là un système peu recommandable pour se concilier les soldats, chez lesquels, s'il y a des jeunes gens presque acquis à nos idées, il s'en trouve en quantité qui ne connaissent que la consigne rigoureuse et n'ont pas la moindre notion de socialisme et de syndicalisme. »

D'autre part, nous avons reçu un grand nombre d'ordres du jour adoptés par les groupes du Parti ou par les Syndicats à l'issue des réunions de protestation organisées contre la réaction gouvernementale à propos des affaires de Villeneuve.

Nous ne pouvons, à notre grand regret, faute de place, reproduire ces ordres du jour.

Les électriciens de Paris.

Les ouvriers des secteurs électriques de Paris ont condamné la Ville-Lumière à l'obscurité la plus complète pendant une heure, le jeudi 6 août, en signe d'avertissement.

Par leur cessation momentanée et générale du travail, ces camarades ont entendu d'une part, rappeler, au bon souvenir des employeurs les revendications qui leur ont été présentées et qui n'ont pas encore été solutionnées ; d'autre part, manifester contre la réaction versaillaise déchaînée par les événements de Villeneuve-Saint-Georges.

Les électriciens sont tous syndiqués — chefs de service, employés et ouvriers — et peuvent ainsi sauvegarder efficacement leurs intérêts professionnels.

Leur *avertissement* visait les patrons ; mais il nous paraît n'être pas moins utile pour la classe ouvrière qui peut ainsi juger de la force dont elle disposerait pour ses revendications économiques si, au lieu d'être désunie, elle se groupait dans les syndicats.

Les mineurs à la C. G. T.

Nous négligeons volontiers les satisfactions *d'amour-propre individualiste* pour des satisfactions *de fait et d'organisation*. Dans cet ordre d'idée, nous avons enregistré le *fait* de l'admission des mineurs à la C. G. T., *fait* d'une extrême importance pour l'avenir de l'organisation syndicale en France.

Néanmoins, on nous permettra bien de trouver peu confraternel la manière dont le nouveau

secrétaire de la C. G. T., le citoyen Luquet, rend compte, dans *la Voix du Peuple*, des conditions dans lesquelles le Comité Confédéral a reçu les mineurs. Il semblerait, à lire ce compte rendu, que le citoyen Cordier s'est présenté humble et repentant devant le C. C. — comme un bourgeois de Calais — alors que c'est de la manière la plus digne — et la plus ferme — que le représentant des mineurs a démonté successivement tout l'échafaudage de mauvaises raisons opposé jusqu'alors aux demandes réitérées de la Fédération nationale des Mineurs.

Attribuer aux mineurs une attitude humiliée — qu'ils n'ont pas eue — et, en même temps, célébrer leur adhésion comme un triomphe du syndicalisme révolutionnaire, à une heure critique, ce sont des contradictions qu'on peut expliquer de la part d'un journaliste bourgeois — ou même d'un reporter étranger du mouvement syndical comme l'est le camarade Morizet — mais cela n'est pas digne d'un haut fonctionnaire confédéral.

Les Syndicats de la Seine.

Un décret du Préfet de la Seine a exclu des bâtiments de la Bourse du Travail l'Union des Syndicats de la Seine. Il faut citer les considérants de ce document :

« Considérant que par ses meetings, ses manifestes et ses affiches, l'Union des Syndicats du département de la Seine, entretient à la Bourse du Travail une agitation anarchiste et antipatriotique.

« Qu'il résulte de divers bulletins officiels de l'Union, que cette organisation provoque le versement à des caisses de propagande, de fonds affectés au fonctionnement de la Commission administrative de la Bourse du Travail et provenant de subventions du Conseil municipal de Paris ;

« Que notamment, il résulte des propres statistiques de l'Union que ses frais de propagande antimilitariste se sont élevés pendant une année à la somme de 1.140 francs, alors que la propagande syndicale figure seulement pour 74 francs 60 centimes au cours de cette même année ;

« Que dans les trois premiers mois de l'année 1908, les dépenses de propagande de l'Union se sont élevées à 2.337 francs 70 centimes alors que, pendant la même période, il n'a été versé que 137 francs aux ouvriers syndiqués de passage à Paris, sans ressources et sans travail. »

Les secrétaires de l'Union des Syndicats se sont aisément consolés de la mesure préfectorale — qui était prévue depuis longtemps — et ont transféré leur siège à la Maison des Fédérations.

Referendum corporatif.

La corporation des ouvriers boulangers parisiens a été l'une des premières à mettre en pratique l'action directe sous toutes ses formes. Le referendum qu'elle vient de pratiquer cette semaine, pour savoir si elle devait ou non se mettre en grève, est le contraire de l'action directe. C'est la « minorité agissante » soumise à la majorité prudente. C'est la loi du nombre imposée aux individualités. C'est le *volard* devant souverain économique, comme il est souverain politique. Toutes les foudres des « éminents penseurs » du Syndicalisme révolutionnaire frappèrent les mineurs de la Loire, il y a quelque temps, pour le referendum qui aboutit à l'acceptation des propositions des Compagnies minières. Elles n'ont pas effrayé les vaillants mitrons de la Seine et nous les en félicitons.

Voici les résultats du vote des boulangers :

Votants, 1.980; pour la grève, 848; contre, 1.048. Bulletins nuls, 84.

Lock-out.

Les entrepreneurs de grands travaux de Paris annoncèrent à grand fracas qu'ils fermeraient successivement leurs chantiers pour réduire à merci les ouvriers qu'ils exploitent et qui les ont obligés à leur accorder de nombreuses concessions.

Mais malgré les efforts faits par les dirigeants de la corporation patronale pour coordonner et rendre effectives les mesures de défense (ou plutôt d'offensive) décidées par eux contre les salariés, les résultats ne sont pas brillants.

Il y a à peine quatre cents chômeurs de plus que précédemment dans les chantiers de terrassement de Paris, et c'est la préfecture de police qui le déclare.

Le Parti et les Syndicats.

Delory avait simplement raison lorsqu'il proclamait, au dernier Conseil National, que c'était de plus en plus notre conception d'entente entre le Parti et les Syndicats qui triomphait dans la classe ouvrière.

La triste (mais trop prévue, hélas !) catastrophe de Draveil-Vigneux nous a permis de le constater une fois de plus. Sans parler de Paris où les orateurs du Syndicat et du Parti parlèrent dans les mêmes meetings, il nous arrive chaque jour de province la confirmation de notre affirmation. Nous voulons en donner aujourd'hui deux exemples choisis dans deux grands centres ouvriers. C'est d'abord à Limoges, où plusieurs réunions furent organisées d'un commun accord entre le Parti et la Bourse du Travail. C'est ensuite à Montluçon, un grand meeting de plusieurs milliers d'auditeurs organisés dans les mêmes conditions.

Les ordres du jour votés à Montluçon et à Limoges sont tellement caractéristiques du degré de conscience prolétarienne auquel sont parvenus les prolétaires de ces régions, que nous ne résistons pas au plaisir d'en donner les principaux passages.

1^o Ordre du jour de Limoges :

« Considérant que s'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de rompre l'effort de revendication et de libération de la classe ouvrière, cette dernière, dans sa lutte journalière, doit tenir compte que la bourgeoisie et le patronat disposent du capital, de l'armée, de la magistrature, c'est-à-dire de toutes les forces oppressives et répressives ;

« Qu'en revanche, n'ayant aucune des forces sociales entre les mains, le prolétariat ne peut compter que sur la force du nombre ;

« Considérant, d'autre part, que tout mouvement révolutionnaire, qui ne s'appuierait pas sur la puissance accrue de l'organisation de la classe ouvrière, serait non seulement voué à la stérilité, mais exaspérerait les esprits et provoquerait un mouvement de terreur, de réaction et de répression féroce, funeste à la classe ouvrière et au but qu'elle poursuit ;

« Les travailleurs s'engagent à s'employer activement à l'organisation méthodique, sérieuse et puissante de la classe ouvrière : sur le terrain économique, en syndicats et sur le terrain politique en parti de classe, afin de conquérir l'opinion populaire, la rendre favorable à l'action réformatrice et révolutionnaire du prolétariat, par laquelle seule, il pourra se libérer de toutes les servitudes politiques, économiques et morales. »

2^o à Montluçon :

« Ils rappellent aux travailleurs qu'ils n'ont rien à attendre des gouvernements de la bourgeoisie, dont le ministre radical Clemenceau-Briand est le modèle le plus caractéristique ;

« Ils engagent les salariés de toute catégorie à s'unir solidairement dans leurs syndicats professionnels et dans le Parti socialiste, organisation politique du prolétariat ;

« Ils affirment que l'émancipation de la classe ouvrière ne sera accomplie que par la transformation de la propriété capitaliste en propriété collective ou sociale ;

« Ce sera l'œuvre révolutionnaire de la classe ouvrière toute entière, maîtresse du pouvoir politique.

« Ils se séparent aux cris de : « Vive la République sociale ! Vive l'émancipation des travailleurs ! »

PETITS PROFITS CAPITALISTES

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Compagnie des Messageries maritimes s'est réunie le 25 mai 1908 sous la présidence de M. André Lebon, ancien ministre. Il résulte du rapport du Conseil que l'ensemble des immeubles, établissements et outillages est évalué, au bilan de 1907, à 16.285.355 francs contre 15.826.578 en 1906.

De 9.078.026 à la fin de 1906, le compte appro-

visionnements est passé à 9.942.741 au 30 novembre 1907.

Malgré la hausse des cours du charbon, l'excédent des recettes de 1907 est de 10.046.367, soit 25 0/0 environ du capital social (45 millions).

Néanmoins, un grand nombre d'actionnaires ont protesté contre l'insuffisance du profit capitaliste qui leur était réparti, le Conseil d'administration absorbant annuellement près de huit millions pour frais d'administration, y compris les jetons de présence. Le Conseil a triomphé des opposants. Il représentait à lui seul *soixante quatorze mille* actions sur 120.000.

La Presse Socialiste

Sous le titre « Union Ouvrière », on lit dans le *Socialiste Comtois* « qu'indignait la proposition de la Dordogne », de terrifiante mémoire :

Niel disait : nous sommes tous révolutionnaires ; mais, si vous voulez absolument distinguer des écoles parmi nous, divisez-nous entre *patientistes* et *impatientes* ; rien d'autre et rien de plus.

Les *impatientes* dominent en ce moment. Ils ne sont pas plus impatientés que les *patientistes* par les méfaits de la société capitaliste. Mais ils voient moins de difficultés à y mettre un terme. C'est l'école de la révolution en cinq sec, qui ne mesure pas ses forces, qui ne mesure pas celles de l'ennemi, qui croit trop facilement au succès de l'action ouvrière, qui ne ressent pas assez le besoin d'une organisation corporative sérieuse, profonde autant qu'étendue, d'une préparation éducative à l'action ; qui cause trop dans les journaux et ailleurs, annonçant par exemple à qui veut l'entendre que les grèves générales de 24, de 48 heures, sont les grandes manœuvres destinées à préparer la révolution sociale ; qui tourne en dérision l'armée bien encadrée et bien entraînée des syndiqués allemands ; qui croit suppléer au nombre des hommes et aux ressources d'argent par l'esprit révolutionnaire de quelques-unes.

De Roux-Costadau, dans le *Prolétaire de la Drôme* :

On prétend que le gouvernement paie les fonctionnaires. C'est une erreur. Le gouvernement n'est que le caissier de la maison. Celui qui paie, le vrai patron, c'est le contribuable. Cet instituteur qui enseigne aux enfants la morale, la grammaire ou l'histoire, ce facteur qui distribue des lettres, ce cantonnier qui casse des cailloux sur la route, ce percepteur qui reçoit les impôts, travaillent réellement non pas pour les ministres d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, non pas pour la République elle-même, mais pour l'Etat.

Les ministres tombent, la République peut mourir, l'Etat demeure. Si un coup d'Etat venait à se produire, si la République s'offrait, un beau matin, la fantaisie de disparaître... eh bien, le même instituteur ne suspendrait point sa leçon, ni le facteur sa distribution, ni le cantonnier son âpre besogne, ni le percepteur ses écritures.

De André Renaux, dans le *Socialiste Ardennais* :

Quoi ! depuis les nombreuses années que, sans relâche, les socialistes poursuivent dans le monde entier l'organisation du prolétariat en syndicats, en coopératives et en groupements politiques ; depuis les nombreuses années qu'ils répètent à la classe ouvrière : « Ton émancipation ne dépend que de toi-même et il est nécessaire que tu t'organises pour combattre la bourgeoisie et la déloger des positions qu'elle occupe », il n'y a rien eu de fait pour la cause ouvrière ? Mais qui donc, en France, a fondé ces syndicats ouvriers que les anarchistes ont accaparés depuis et conservent jalousement, si ce n'est les socialistes ? Qui donc est venu défricher les Ardennes alors qu'elles étaient complètement refractaires à toute organisation ; qui donc a éveillé la conscience de classe dans les cerveaux des travailleurs ardennais, si ce n'est cet apôtre du prolétariat, le bon socialiste J.-B. Clément ?

Il faut être dépourvu de bon sens pour oser nier le travail fécond, positif, d'organisation économique accompli par les socialistes, alors que les anarchistes étaient encore absorbés dans la contemplation de leur nombril.

Raoul Briquet, commentant la situation actuelle, écrit dans le *Citoyen du Pas-de-Calais* :

Par quelle aberration, par quelle méconnaissance

sance de ses intérêts ou de ses devoirs, le Parti socialiste (pour ne pas déplaire à quelques militants syndicalistes) resterait-il muet en présence de mouvements ou d'une propagande qui peuvent avoir sur les événements politiques et sur ses propres destinées une répercussion redoutable ?

Il est donc nécessaire que — même vis-à-vis des organisations syndicales — le parti définisse nettement sa politique, qu'il en prenne résolument la direction et qu'il en assume les responsabilités !

Mais qu'elle doit être cette politique ?

Elle doit évidemment être une *politique ouvrière*. Le temps du « bloc » est passé : l'attitude des radicaux, lors des élections municipales ou des événements de Draveil, est suffisamment caractéristique à cet égard.

Ce n'est que s'il se décide à prendre dans le mouvement ouvrier la place qui lui revient, c'est-à-dire la première, ce n'est que s'il affirme et pratique une politique large, vigoureuse et méthodique de réformes ; ce n'est que s'il s'applique à réaliser chaque jour, dans l'organisation ouvrière comme dans l'action législative et administrative, l'idée communiste qui est son but et sa raison d'être, que le Parti Socialiste sortira victorieux de la crise où se débattent péniblement la République et le prolétariat.

De Fergan, dans le *Travailleur de l'Yonne* :

Or, je dis, moi, je crie, je hurle que l'emploi prématuré de la violence se tournera en désastre pour la classe ouvrière.

Je veux bien admettre que la force soit la grande accoucheuse des sociétés.

Mais si l'on veut procéder à un accouchement avant que la gestation nécessaire soit arrivée à son terme, ce qu'on obtient, c'est un avortement souvent mortel pour la mère, et toujours pour l'enfant.

En matière sociale, la gestation, c'est d'abord la transformation des conditions de la production : cette transformation, la science du XIX^e siècle l'a réalisée.

C'est ensuite l'éducation économique du peuple. Or, cette éducation n'est pas faite : elle est à peine commencée.

J'en conclus que, pour le moment, les chances de la Révolution sont absolument nulles.

La neutralité de l'armée est loin, très loin d'être acquise.

Ce n'est d'ailleurs pas en marchant à la rencontre des troupes pour les cribler de coups de pierres qu'on hâtera le moment de cette neutralité.

Ce qu'on obtiendra en recourant trop tôt à la violence, c'est la saignée, une épouvantable saignée qui retardera considérablement la transformation sociale.

Cette saignée, la classe capitaliste la désire. Prêcher la violence c'est jouer le jeu de la bourgeoisie.

L'organe de la « Social Democratic Federation », *Justice*, dit :

Une grève générale n'est possible que dans des circonstances exceptionnelles d'émotion et d'enthousiasme et comme le résultat d'une longue et patiente organisation. Et quand l'organisation et la discipline sont arrivées à ce point où elles peuvent assurer le succès d'une grève générale, cette grève devient presque inutile, parce que l'organisation est assez forte pour atteindre son but sans grève. C'est une leçon que ceux qui préconisent aujourd'hui la grève générale et autres firmes de ce qu'ils appellent « l'action directe » feraient bien d'apprendre.

Désappointés par les maigres résultats du parlementarisme et dégoûtés de la suffisance des parlementaires, les avocats de l'action directe déclarent que le parlementarisme a fait son temps et que seule la grève soutenue par l'action révolutionnaire peut être utile à la classe ouvrière. Ce n'est ni vrai ni nouveau. C'est du vieux trade-unionisme avec un levain du vieil anarchisme. L'action parlementaire n'a pas échoué, et si elle a accompli si peu c'est simplement parce que la classe ouvrière n'a pas su utiliser cette arme aussi effectivement qu'elle l'aurait dû.

Mais ce n'est pas une raison pour la rejeter. C'est une pure question d'usage. « L'action directe » la plus fructueuse a besoin d'être « suppléentée » par l'action politique et le triomphe parlementaire du prolétariat ne serait qu'une victoire inféconde sans force organisée derrière lui.

La leçon de la grève française c'est que ces travailleurs qui ne veulent pas se donner la peine de voter pour leur classe sont aussi peu disposés à combattre pour elle et qu'on ne doit engager de grève générale que si l'on est certain du succès.

AVIS aux LECTEURS et ABONNÉS

Les amis et collaborateurs du Socialisme se sont réunis pour prendre connaissance de la situation financière de ce journal-revue.

Il résulte de l'examen des comptes :

1^o Que la vente au numéro, soit par l'intermédiaire des dépositaires amis, soit par les Messageries Hachette, couvre à peu près les frais d'impression et d'expédition ;

2^o Que les recettes des abonnements ne compensent pas les dépenses d'impression et d'expédition, en raison du tarif de 5 francs pour un an, 2 fr. 50 pour six mois et 1 fr. 25 pour trois mois, qui a été établi.

Il a, en conséquence, été décidé d'un commun accord :

1^o D'inviter les lecteurs au numéro à passer par l'abonnement ;

2^o De porter, à partir du 15 août, le tarif de l'abonnement à 6 francs pour un an, 3 francs pour six mois, 1 fr. 50 pour trois mois.

Les recouvrements postaux d'abonnements ne seront faits que pour un an ou six mois, et seront de 6 fr. 50 l'an et 3 fr. 25 le semestre, afin de couvrir les frais postaux.

Les abonnements partent du 15 de chaque mois.

Enfin, pour couvrir le déficit résultant du tarif d'abonnement réduit, antérieurement consenti, une souscription est ouverte à partir de ce jour.

Un reçu du montant de la souscription sera envoyé à chaque souscripteur.

Adresser les fonds par mandats ou bons de poste, à l'Administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris-VI^e.

Les abonnés de trois ou six mois dont l'abonnement expire le 15 août prochain, sont priés de ne pas attendre l'expiration de cet abonnement pour le renouveler — ceci afin d'éviter les frais de recouvrement.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII^e

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS REVUE INTERNATIONALE

Sommaire du Numéro de JUILLET

La politique allemande et la civilisation de l'Europe, par I. NOVICOW (Odessa). — Le peuple allemand et le militarisme, par H. de GERLACH, ancien membre du Reichstag. — Danger de guerre entre l'Autriche et l'Italie, par F. TELMANN (Vienne). — L'antimilitarisme, par G. HERVÉ. — A propos de l'antipatriotisme, par G. DELORY, député. — Vers la Fédération Universelle, par R. BRODA. — Une langue seconde de la civilisation, par LÉON BOLLACK. — La lutte entre le Peuple et les Trusts en Amérique, par Arthur BEAVES. — La question sociale de l'Inde, par R. TRIPATKA.

Abonnement annuel : 8 francs pour la France et 10 francs pour l'Étranger, en adressant le montant à l'Administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris (VI^e.)

EN VENTE

AUX BUREAUX DU « SOCIALISME »

15, Rue Visconti, Paris

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr. le cent)

DE

Vincent CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Exposé des motifs et texte du projet de loi déposé par VINCENT CARLIER à la Chambre des députés ; Bilan des Compagnies d'assurances ; bénéfices réalisés par ces Compagnies ; revenus annuels du monopole.

La même brochure réduite, pour la vente à 0 fr. 10 (6 fr. le cent), contient la préface, l'exposé des motifs et le projet de loi.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle Internationale

Édition française à Paris. — Édition allemande à Berlin

Édition anglaise à Londres

RUBRIQUE : « Le mouvement ouvrier international », rédigée exclusivement sous la direction du Comité de rédaction du *Socialisme*, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Abonnement à tarif réduit pour les abonnés et lecteurs du *Socialisme* :

8 francs par an pour la France. — 10 francs par an pour l'Étranger.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé au *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris. — Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopération paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L., 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

L'Éditeur : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII^e
Administrateur-Délégué : L. MIOT.